

MINUSCA

BULLETIN D'INFORMATIONS DE LA MINUSCA | N°117 - JANVIER ET FÉVRIER 2024

EN ACTION

LE MANDAT DE LA MINUSCA AU CENTRE DES ÉCHANGES EN RCA



- 04 Les autorités du Mbomou saluent les accomplissements du mandat de la MINUSCA
- 06 Le mandat de la MINUSCA au centre d'échanges à Bambari et Alindao
- 08 Les autorités de la Lobaye prêtes à soutenir la mise en œuvre du nouveau mandat de la MINUSCA
- 09 Vers une stratégie de lutte contre les discours de haine et d'incitation à la violence en Afrique centrale
- 10 Garantir une amélioration de la qualité des services de la protection civile
- 11 Vakaga : La MINUSCA invite les entreprises locales à postuler à ses appels d'offre
- 12 Présentation du rapport du Secrétaire général de l'ONU sur la situation de la RCA
- 13 Réponse Humanitaire 2024 pour la RCA : 367,7 millions de dollars américains à mobiliser
- 14 Des populations de la Haute Kotto, sensibilisées sur l'APPR et le mandat de la MINUSCA
- 15 Engager les forces vives de la Mambere dans



04



06



09

la mise en œuvre du nouveau mandat de la MINUSCA

- 16 La semaine de la police : Accroître la visibilité des actions de la police onusienne
- 17 Police ONU-FSI à Bouar : Renforcement de la collaboration pour la protection des populations



10



12

- 18 Renforcement du contrôle citoyen à Carnot : Une formation pour 40 acteurs de la société civile

- 19 Vakaga : des élèves apprennent les valeurs du partage d'informations

- 20 Bossangoa : Les Casques bleus du contingent camerounais de la MINUSCA à l'honneur



16

RÉDACTRICE EN CHEF
Uwolowulakana
Ikavi-Gbetanou

EQUIPE
RÉDACTIONNELLE
Bilaminou Alao,
Cynthia Nasangwe
Crispin Dembassa Kette
Grace Ngbaleo
Correspondants
régionaux

PHOTOGRAPHIE
Herve Serefio,
Leonel Grothe

MISE EN PAGE
Francis
Yabendji-Yoga

PRODUCTION
Division de la Communication
Stratégique et
de l'Information
Publique

MINUSCA EN ACTION
#117

MINUSCA INFO
WhatsApp Channels

UNMINUSCA | UN_MINUSCA

<https://www.facebook.com/minusca.unmissions>

<https://www.youtube.com/@UNMINUSCA/videos>

UNMINUSCA

https://twitter.com/UN_CAR

<https://minusca.unmissions.org/>

LES AUTORITÉS DU MBOMOU SALUENT LES ACCOMPLISSEMENTS DU MANDAT DE LA MINUSCA

Dans le cadre du lancement de la campagne d'information sur le nouveau mandat de la MINUSCA, une réunion a eu lieu le 26 janvier 2024 à Bangassou, rassemblant les autorités locales, les leaders communautaires et religieux, les organisations de femmes et de jeunes, la société civile, les agences des Nations Unies, ainsi que les responsables des différentes Sections de la MINUSCA. L'objectif était de passer en revue les réalisations du précédent mandat et d'échanger sur les tâches prioritaires du nouveau mandat de la Mission.



Cette initiative conjointe des autorités préfectorales et de la Mission a permis aux participants de mieux comprendre les actions précédentes de la MINUSCA en faveur de la population et du gouvernement. Elle a également favorisé l'appropriation du nouveau mandat, renforçant ainsi le partenariat entre ces entités et la MINUSCA dans la zone.

La préfète du Mbomou, Pierrette BENGUERE, a exprimé sa satisfaction quant à la mise en œuvre du mandat précédent de la MINUSCA

dans sa zone de juridiction. Elle a souligné le soutien apporté par la MINUSCA à la restauration de l'autorité de l'État, notamment par le déploiement de fonctionnaires incapables de rejoindre leur lieu d'affectation. De plus, la MINUSCA a contribué à stabiliser la paix et à faciliter le retour définitif des personnes déplacées dans leurs différentes zones.

Concernant le nouveau mandat, Ernestine Ngalembe, Secrétaire générale de l'Organisation des femmes centrafricaines



(OFCA) du Mbomou, insiste sur la nécessité d'une plus grande implication des leaders communautaires et des différentes organisations pour une appropriation et une pérennisation des acquis de la mission.

Le Chef du Bureau de la MINUSCA, Ibrahima DIOUF, a mis particulièrement l'accent sur la restauration de l'autorité de l'État, notamment par le soutien au déploiement des Forces de défense et de sécurité ainsi que des fonctionnaires sur le terrain. Il a assuré que la MINUSCA continuera à appuyer les rotations des Forces armées centrafricaines (FACA) et des Forces de sécurité intérieure (FSI) ainsi que des fonctionnaires.

En termes de recommandations, les participants ont appelé à l'implication de tous

les acteurs dans la mise en œuvre des différentes tâches du mandat. Ils ont souhaité également une révision des procédures d'intervention sur le terrain pour les rendre plus rapides, ainsi que la mise en place d'un comité mixte de suivi des réunions et une évaluation à mi-parcours des réalisations. D'autres recommandations incluent la sécurisation de toutes les zones par des patrouilles conjointes des Forces nationales et onusiennes, le déploiement des Forces de sécurité intérieure dans toutes les sous-préfectures, le soutien logistique aux Forces de défense et de sécurité, l'appui à l'opérationnalisation des sous-préfectures, et la continuité des activités de promotion de la paix.

Par Maelaine Annette Malenbingui

LE MANDAT DE LA MINUSCA AU CENTRE D'ÉCHANGES À BAMBARI ET ALINDAO

Une centaine de personnes venues des préfectures de la Ouaka et de la Basse-Kotto ont participé les 19 et 20 janvier 2024, respectivement à Bambari et à Alindao à des séminaires d'information sur la Résolution 2759 portant mandat de la MINUSCA. Organisées conjointement par les autorités locales et la Mission, ces rencontres ont permis aux participants de faire le bilan de la mise en œuvre du précédent mandat et de faire des recommandations sur le nouveau mandat.

Bambari et Alindao, séparées par 120 kilomètres sont les deux chefs-lieux des préfectures de la Ouaka et de la Basse-Kotto, dans la région Haut-Oubangui.

A Bambari, la rencontre a été présidée par le préfet de la Ouaka, Victor Bissekoin, et le Chef du bureau de la MINUSCA, Ibrahima Diouf.

Elle a également réuni les autorités locales, les représentants de la MINUSCA, des agences des Nations Unies, ainsi que des leaders de la société civile.

A l'issue de la rencontre à Bambari, le préfet de la Ouaka a fait part de sa volonté d'accompagner la mise en œuvre du mandat. « La MINUSCA s'est donnée le temps d'associer tous les responsables pour partager avec eux le contenu du nouveau mandat. A partir du moment où j'ai connaissance de ces éléments contenus dans le mandat, je vais appuyer la MINUSCA dans la réalisation des points énumérés », a-t-il déclaré.

Les participants au séminaire se sont dit satisfaits de cette initiative, à l'instar de Marie-Helene Nzapanedet, présidente préfectorale de l'Organisation des femmes centrafricaines qui dit : « Je suis très contente de la présentation de ce mandat. Et nous sommes satisfaits de la résolution 2709 surtout sur la question de la protection des civils, de la sécurité et de l'aide humanitaire aux populations ».

A Bambari comme à Alindao, les participants ont à chaque fois fait le bilan de la mise en

œuvre de l'ancien mandat avant de suivre une présentation sur le nouveau et d'en débattre.

Ibrahima Diouf, Chef du Bureau régional de la MINUSCA, a mis l'accent sur comment mettre en œuvre le mandat de manière concertée. Selon lui, il s'agit d'« insister sur les tâches ainsi que sur les recommandations à la MINUSCA et aussi de voir comment en synergie mettre en œuvre ce mandat, avec les autorités ; la société civile aussi parce que toutes ces entités vont travailler ensemble ».

Le message a été bien reçu, du point de vue de certains participants d'Alindao qui ont témoigné. Dabaye Sallet, trésorière générale du Comité local de paix et de réconciliation, s'est dit satisfaite de ce séminaire. « Auparavant je n'étais pas informée du contenu du mandat, mais grâce à la tenue de ce séminaire j'ai compris beaucoup de choses par rapport à la nouvelle résolution sur le mandat de la MINUSCA, sur la sécurité, l'éducation, la construction des routes, la construction des ponts, l'accès à l'eau potable. Je suis vraiment contente », a-t-elle confié.

Quant à Martial Kabassi, maire de la commune de Siriki, de la sous-préfecture de Mingala, il a promis retransmettre le message dans sa localité. « Dès mon retour dans ma localité, je vais réunir toutes les autorités, les chefs de groupes y compris la population pour leur partager ce que j'ai reçu comme information pour que chacun vive dans la paix et qu'il respecte les droits de l'homme afin de lutter contre l'impunité », a-t-il affirmé.



Ces séminaires d'information sur le mandat de la MINUSCA qui se sont déroulés dans toutes les préfectures du pays se situaient dans le prolongement de celui tenu en décembre 2023 à Bangui, présidé par le Premier ministre

Félix Moloua et la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en RCA, Valentine Rugwabiza.

Par Crispin Dembassa-Kette

LES AUTORITÉS DE LA LOBAYE PRÊTES À SOUTENIR LA MISE EN ŒUVRE DU NOUVEAU MANDAT DE LA MINUSCA

Les autorités de la préfecture de la Lobaye en collaboration avec la MINUSCA ont organisé, le 31 janvier 2021, une session de vulgarisation du nouveau mandat de la Mission à Mbaïki. Cet événement a réuni une cinquantaine d'autorités administratives et des leaders communautaires de la Lobaye.



La séance, présidée par le préfet de la Lobaye, Francis Bangué-Doungoupo, a débuté par la présentation, aux participants, des réalisations au cours du précédent mandat suivi d'échanges. Cette session a été organisée afin d'obtenir le soutien des autorités politiques et administratives locales de la préfecture de la Lobaye pour la mise en œuvre de la résolution 2709 du Conseil de sécurité des Nations unies. Les tâches prioritaires du nouveau mandat ont ainsi été expliquées suivi des recommandations des participants.

Le préfet de la Lobaye a salué les réalisations faites par la MINUSCA dans sa région. « Nous avons été témoins des réalisations faites par la MINUSCA ici. Je citerais entre autres, la réhabilitation du Centre de formation professionnelle pratique et l'équipement même du bâtiment en matériel informatique et en matériel de couture, maçonnerie et menuiserie. La MINUSCA a aussi réhabilité la gare routière et le lycée », a-t-il déclaré.

De son côté, Claude Demba Kalonji, représentant la MINUSCA, a estimé que « de manière générale, nos partenaires sont

satisfaits des réalisations de la MINUSCA. Ici, tout le monde est d'accord que la MINUSCA fait un bon travail et ce travail doit et devrait se poursuivre. Il y a eu des défis, notamment sur l'importance de l'appui que nous devrions apporter aux autorités dans l'exercice de leurs fonctions. Il y a cette demande incessante de voir la MINUSCA étendre ses activités sur toute l'étendue de la préfecture de la Lobaye, et pas uniquement dans certaines communes ou dans certaines villes ».

Les participants à cette session d'échanges à l'instar du vicaire général du diocèse de Mbaïki, l'abbé Alain Le Patrick, ont apprécié cette initiative visant à impliquer l'administration et la population pour une meilleure mise en œuvre du nouveau mandat. Il a demandé à la MINUSCA de faire encore plus d'efforts pour la protection des civils car le phénomène de justice populaire est récurrent.

La séance s'est clôturée sur une note d'espoir quant à la bonne collaboration entre la MINUSCA et les autorités de la Lobaye pour la mise en œuvre du nouveau mandat.

Par Cynthia Nasangwe

VERS UNE STRATÉGIE DE LUTTE CONTRE LES DISCOURS DE HAINE ET D'INCITATION À LA VIOLENCE EN AFRIQUE CENTRALE



Du 30 au 31 janvier 2024, Bangui, la capitale de la République centrafricaine, a accueilli un Forum régional réunissant les Ministres de la Communication, de l'Information, des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, ainsi que des Médias de la Commission Économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). Avec la participation d'experts en provenance du Rwanda, du Cameroun, de la République démocratique du Congo, du Congo, du Tchad, du Burundi, de l'Angola, de Sao Tomé et Príncipe, de la Guinée Équatoriale et de la République centrafricaine, cette session a permis la pré-validation de la stratégie régionale et du plan d'action visant à prévenir et à répondre aux discours de haine et à l'incitation à la violence en Afrique centrale. Le Forum a bénéficié du soutien de la MINUSCA et du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique (l'UNOCA).

Le projet de stratégie régionale et de plan d'action, adopté à l'issue d'un Forum tenu du 21 au 24 juin 2022 à Kinshasa, en République démocratique du Congo, offre une compréhension approfondie des concepts, notamment la distinction entre les discours de haine et l'incitation à la violence. Il souligne également l'importance de se conformer aux normes internationales en matière de droits de l'homme, en particulier le droit à la liberté d'opinion et d'expression.

Face à la menace considérable que représentent les discours de haine pour la paix mondiale, le Premier ministre centrafricain, Félix Moloua, a affirmé que « seule la mutualisation des moyens et des intelligences, converties ou agrégées dans une stratégie commune, constitue la meilleure solution ».

GARANTIR UNE AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DES SERVICES DE LA PROTECTION CIVILE

Le ministère de l'Administration du territoire, de la décentralisation et du développement local à travers la Direction générale de la protection civile (DGPC), a réceptionné, le 30 janvier 2024, un entrepôt réhabilité par la MINUSCA pour le stockage des produits et matériels d'intervention.



Ce projet de réhabilitation exécuté par l'ONG Thabita et financé par la MINUSCA, pour un coût de 8 900 000 francs CFA, a été réalisé dans le cadre de l'appui aux autorités centrafricaines pour le renforcement des capacités en matière de Réforme du secteur de la sécurité (RSS).

La cérémonie de remise a eu lieu en présence du ministre de l'Administration du Territoire, de la Décentralisation et du Développement Local, Bruno Yapande, de la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies en RCA, Joanne Adamson, et de la Cheffe de Section de la Réforme du secteur de la sécurité de la MINUSCA, Carole Baudoin.

Le Ministre a indiqué que cet espace va permettre un accès facile aux matériels en cas d'urgence et garantir un contrôle aisé avant et après les interventions. « Cet appui, qui comprend la rénovation d'un bureau et d'un magasin de stockage, vise à améliorer non seulement les

conditions de travail des cadres de la protection civile, mais également pour une meilleure conservation du matériel d'intervention des sapeurs-pompiers, de la Direction générale de la protection civile afin de garantir la rapidité et la sécurité lors des multiples interventions », a indiqué le ministre Bruno Yapande.

Dans son allocution, la cheffe adjointe de MINUSCA a souligné que ce soutien « est à la fois symbolique et porteur d'un message important pour répondre le plus rapidement possible aux besoins élémentaires de la Direction générale de la protection civile afin qu'elle puisse accomplir cette noble mission en faveur de la population centrafricaine ».

L'amélioration des conditions de travail des pompiers demeure l'une des conditions pour l'amélioration de la qualité des services rendus aux populations.

Par Cynthia Nasangwe

VAKAGA

LA MINUSCA INVITE LES ENTREPRISES LOCALES À PARTICIPER À SES APPELS D'OFFRE

La Section d'Approvisionnement de la MINUSCA a effectué une mission de terrain les 16 et 17 janvier 2024 à Birao, dans la Vakaga. L'objectif de cette visite était d'échanger avec les responsables des entreprises locales afin de les amener à participer massivement aux appels d'offres de la MINUSCA.



Cette visite est intervenue après un constat fait sur la faible participation des entreprises locales de la Vakaga aux appels d'offres de la MINUSCA. Les commerçants, par la voix de Mamanour Chaibou ont salué cette initiative qui selon eux permettra de booster l'économie de la Vakaga. « C'est la première fois que nous recevons des gens de la MINUSCA venus de Bangui pour discuter avec nous sur les appels d'offres. Nous avons eu beaucoup d'informations sur les procédures de soumission aux appels d'offres de la MINUSCA. Le fait d'impliquer les entreprises locales dans les appels d'offres de la mission permettra de booster l'économie de la Vakaga et contribuera à améliorer les conditions de vies des populations », a-t-il indiqué.

Selon Sory Ibrahim Ouattara de la Section Approvisionnement de la MINUSCA, cette visite vise à faire des entreprises centrafricaines, les plus grandes bénéficiaires des appels d'offres

de la Mission. « Nous avons visité quelques boutiques des commerçants. Nous avons pu constater que beaucoup d'entreprises locales ont la capacité de fournir le matériel que la MINUSCA recherche. Notre objectif principal était surtout de voir si les fournisseurs locaux ont des matériaux de construction dont le ciment, le fer et le bois », a-t-il soutenu.

La délégation a pu aussi prendre note des principales difficultés que rencontrent les entreprises à Birao.

Ces difficultés se résument à la situation sécuritaire et à la dégradation des voies routières les empêchant de se ravitailler depuis Bangui. Au cours de cette visite, la délégation a visité également les différentes infrastructures de la MINUSCA, réalisées au profit du personnel de la Mission.

Par Mamouda Tankoano

PRÉSENTATION DU RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU SUR LA SITUATION DE LA RCA

La Cheffe de la MINUSCA, Valentine Rugwabiza, a présenté le 21 février 2024, devant le Conseil de sécurité de l'ONU le rapport du Secrétaire général sur la situation de la RCA. Cette prise de parole a permis de dresser un bilan sur la situation générale du pays ainsi que sur les aspects politiques sécuritaires et humanitaires.



Devant le Conseil de sécurité, la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU a rappelé la tenue de la session spéciale du Comité de suivi de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en RCA, le 6 février 2024, pour commémorer le 5e anniversaire de cet accord, présidée par le Chef de l'État, Touadera. Au cours de cette session qui a fait le point des progrès de la mise en œuvre dudit accord et de la Feuille de route de Luanda, les participants ont apprécié le soutien international, appelé à plus d'appui pour la mise en œuvre des engagements restants et à la décentralisation du processus de paix.

Elle a également salué le Gouvernement pour

l'adoption, le 21 février 2023, de sa politique nationale 2024-2034 de gestion des zones frontalières, dont l'exécution prévoit une coopération frontalière entre la RCA et ses pays voisins.

Le rapport a également mis en lumière les attaques ciblant les populations centrafricaines et les soldats de la paix à travers l'utilisation d'engins explosifs. A cet effet, la Représentante du Secrétaire général de l'ONU en RCA a souligné l'importance de mettre en place une coopération transfrontalière pour réduire l'afflux d'engins explosifs et la prolifération des armes.

Par Crispin Dembassa -Kette

RÉPONSE HUMANITAIRE 2024 POUR LA RCA :

367,7 MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS À MOBILISER

Le Premier Ministre, Felix Moloua et le Coordonnateur Humanitaire pour la République centrafricaine (RCA), Mohamed Ag Ayoya, ont procédé au lancement du Plan de Réponse Humanitaire 2024 pour la République centrafricaine, le 02 février 2024 à Bangui. Ce plan prévoit la mobilisation de 367,7 millions de dollars américains pour permettre à la communauté humanitaire de porter assistance à 1,9 millions de Centrafricains les plus vulnérables parmi 2,8 millions de personnes en besoin.



La situation s'est généralement améliorée en RCA, mais les besoins humanitaires demeurent importants. Une situation liée au conflit qui persiste depuis plus d'une décennie, à l'impact récent de la guerre au Soudan et à l'insécurité dans la région frontalière avec le Tchad dans le nord-ouest. 2,8 millions de personnes, soit 46% de la population sont extrêmement vulnérables en 2024, au point que, seule, l'assistance humanitaire ne suffira pas pour rétablir leur bien-être.

« Nous avons affiné les besoins à travers des consultations menées en amont et avons conclu que certaines zones à stabilité relative nécessitent plutôt la mobilisation d'autres acteurs, comme ceux du développement, pour garantir le maintien des acquis, et soutenir durablement la protection et la résilience des communautés vulnérables », a indiqué Ag Ayoya, Coordonnateur Humanitaire en RCA.

Les besoins les plus urgents à prendre en compte en 2024, sont entre autres, l'eau, l'hygiène et l'assainissement, la sécurité

alimentaire, la santé et la protection.

1,8 millions de Centrafricains ont bénéficié d'une assistance multiforme dans le cadre du Plan de réponse humanitaire 2023, où les bailleurs ont contribué à hauteur de 287,4 millions de dollars américains.

Le Premier Ministre, Felix Moloua, « salue les efforts continus de toute la communauté humanitaire et des donateurs, lesquels ont permis de fournir une assistance vitale à plus d'un million de Centrafricains en 2023 ».

En dépit de cette situation, il faut noter aussi qu'en 2023, au moins un incident sécuritaire a affecté les acteurs humanitaires tous les deux jours. Un acteur humanitaire a été tué et quatre autres ont été blessés.

« Lorsque les acteurs humanitaires sont attaqués, c'est l'accès à l'eau, à la nourriture, à l'éducation, à la santé et à bien d'autres services vitaux qui est menacé pour des centaines de milliers de centrafricains », a regretté M. Ag Ayoya.

Par Grace Ngbaleo

DES POPULATIONS DE LA HAUTE KOTTO, SENSIBILISÉES SUR L'APPR ET LE MANDAT DE LA MINUSCA

Une mission conjointe regroupant des autorités locales, des représentants de la société civile et de la MINUSCA s'est rendue du 13 au 17 février 2024, dans les villages Kolaga, Ngafio, Gbama, Balenguere, Irabanda et Mbeti, autrefois sous le contrôle du groupe armé des Anti-Balaka. Cette visite a été l'occasion d'entamer un dialogue avec les populations sur le mandat de la MINUSCA et sur l'Accord politique pour la paix et la réconciliation.



Lors de ces échanges, le préfet de la Haute-Kotto, Thierry Evariste Binguendji, et le Chef du Bureau de la MINUSCA pour la Région de Fertit, Bara Dieng, ont plaidé en faveur de la réconciliation et de la paix. Ils ont encouragé les populations ainsi que toutes les parties prenantes à s'investir tant individuellement que collectivement dans la promotion du vivre-ensemble et de la cohésion sociale.

Par ailleurs, le chef des Anti-Balaka dans la Haute-Kotto, Plenga Francois Thierry, connu sous le pseudonyme David Bokassa, a, lors d'une réunion à Irabanda (à 75 km de Bria), a déclaré renoncer à la violence et a abandonné les armes. «Bokassa» a également appelé tous ses partisans à suivre son exemple.

Il a expliqué que lors du désarmement de 2021, conduit par les Autres Personnels de Sécurité, il avait remis 104 armes, dont 12 lourdes, des AK 47, PM et F16. Une partie de ses éléments

s'est quant à elle engagée dans le processus classique de désarmement supervisé par le gouvernement centrafricain avec le soutien de la MINUSCA.

Cette visite a également permis de constater les difficultés rencontrées par les villages visités, notamment le manque d'hôpitaux et d'écoles, des conditions scolaires précaires, le manque d'enseignants qualifiés, l'état dégradé des routes, ainsi que le manque d'opportunités d'emploi pour les jeunes.

Cette récente visite conjointe est la troisième d'une série initiée par le Chef du Bureau de la Région de Fertit, que la MINUSCA compte organiser jusqu'au mois de mai 2024, dans les petites villes et les villages reculés de la Haute-Kotto qui bénéficient peu ou pas de sa présence, de ses activités, de ses projets et de ses réalisations.

Par Didier Bapidi

ENGAGER LES FORCES VIVES DE LA MAMBERE DANS LA MISE EN ŒUVRE DU NOUVEAU MANDAT DE LA MINUSCA

Le séminaire d'information sur la résolution 2709 portant nouveau mandat de la MINUSCA a été organisé le 2 février 2024, à Carnot, dans la préfecture de la Mambéré. Une cinquantaine de participants dont des autorités locales, des Forces de défense et de sécurité intérieure, ainsi que des leaders des organisations de jeunes et de femmes se sont engagés à s'investir davantage dans la mise en œuvre du mandat de la Mission.



Cet événement, organisé par la MINUSCA en collaboration avec la préfecture de la Mambere, visait à partager les résultats collectifs obtenus dans la mise en œuvre du précédent mandat et à promouvoir l'engagement politique, l'appropriation, ainsi que la compréhension et le soutien de la population à la résolution 2709, portant nouveau mandat de la Mission.

Le maire de Carnot, Jean Evariste DOLE, a souligné l'importance cruciale de la paix pour le développement du pays. Il a insisté sur la nécessité, pour la population, de s'accorder avec les partenaires internationaux qui lui apporte son soutien.

Le préfet de la Mambéré, Célestin DOTTE, a, quant à lui, appelé à la mobilisation de toutes les parties prenantes dans la mise en œuvre du nouveau mandat. « Ce nouveau mandat de la MINUSCA facilitera l'extension, la

restauration, et contribuera au redressement d'une République centrafricaine qui sort progressivement d'une période de crise », espère-t-il.

Abdou DIOUF, représentant le Chef de bureau de la MINUSCA pour la région de l'Equateur, a pour sa part, souligné l'objectif de clarifier le nouveau mandat confié à la MINUSCA par le Conseil de Sécurité. « Les échanges permettront de comprendre le nouveau mandat de la MINUSCA pour l'engagement de chacun dans sa mise en œuvre au bénéfice de la population », a-t-il indiqué.

Les échanges au cours du séminaire ont conduit à des recommandations pratiques qui serviront de guide pour la mise en œuvre du mandat de la MINUSCA, visant à accroître son impact sur la paix et la sécurité en République centrafricaine.

Par Félicité Prudence Yameté

LA SEMAINE DE LA POLICE

ACCROÎTRE LA VISIBILITÉ DES ACTIONS DE LA POLICE ONUSIENNE

La Composante Police de l'ONU a lancé le 7 février 2024, à Bangui, la semaine conjointe « Police de l'ONU - Forces de sécurité intérieure », en présence de la Cheffe de la MINUSCA, Valentine Rugwabiza, des responsables de la police et de la gendarmerie centrafricaine, ainsi que des autorités locales.



Placée sous le thème : « UNPOL & FSI, unis pour la protection des populations », cette semaine vise à accroître la visibilité des actions de la police de l'ONU. Plusieurs activités ont été organisées à Bangui et dans les régions jusqu'au 13 février 2024. Parmi celles-ci figurent des patrouilles mixtes UNPOL/FSI pour renforcer la sécurité et dissuader les délinquants. Ces initiatives visent à rassurer la population et à marquer la présence des forces de sécurité.

La patrouille, dirigée par la gendarmerie et la police centrafricaine, a traversé plusieurs arrondissements de la ville avant de se terminer à PK 9, à Bimbo.

Le Capitaine Guy Martial Palabre, officier en second de la légion de gendarmerie territoriale de Bangui, a souligné l'importance de cette collaboration entre la police de la MINUSCA, la gendarmerie nationale et la police centrafricaine pour assurer la sécurité

des populations et dissuader les criminels. Les FSI et la Police de la MINUSCA mènent ainsi 81 patrouilles conjointes par semaine, en plus de 105 patrouilles individuelles, couvrant Bangui et ses environs pour garantir la sécurité de tous.

Les Casques bleus de la Police des Nations unies ont participé, le 8 février 2024, à une collecte de sang au côté des FSI. Une centaine de poches de sang ont été collectées et seront destinées à sauver des nombreuses vies.

L'officier de police Amélie Bienvenue Zong-Naba témoigne : « Moi, j'ai décidé de participer parce que je pense que mon sang pourrait sauver une vie. C'est pour ça que je suis là, avec mes frères. Pour apporter ma contribution ».

La directrice du centre de transfusion sanguine, Dr Regina Edwige Lenguetama-Kodia, a quant à elle, loué cette initiative. « Ma présence ici témoigne de l'engagement de la MINUSCA à travers son unité de police



qui, depuis l'année passée, nous soutient dans le cadre de don de sang. Et je suis là pour les remercier », a-t-elle indiqué.

Le 13 février 2024, une centaine d'élèves des Lycée Marie Jeanne Caron, Lycée Barthélemy Boganda, et lycée Technique de Bangui ont participé à une journée porte ouverte organisé dans le cadre de la semaine de la police. Les différentes unités des Forces de sécurité intérieure ont présenté, avec le soutien de la composante police de la MINUSCA, ce qu'ils font.

Les élèves ont pu visiter les différents stands de l'Unité Mixte d'Intervention rapide et de répression des violences sexuelles faites aux femmes et aux Enfants, (UMIRR), de l'Office central pour la répression du banditisme (OCRB), de la Brigade motorisée, etc. Les élèves ont eu une explication sur les rôles et missions de chacune de ces entités de la police.

Jean-Michel Ouandé, commandant de la Légion Gendarmerie mobile, a été ravi par cette activité qui les a rapproché de la population et de la jeunesse en particulier.

Par Cynthia Nasangwe

POLICE ONU-FSI À BOUAR :

RENFORCEMENT DE LA COLLABORATION POUR LA PROTECTION DES POPULATIONS

Le 7 février 2024, la Composante Police de l'ONU dans le Secteur Ouest, en partenariat avec les autorités administratives locales, les Forces de Sécurité Intérieure (FSI) et les leaders communautaires, a lancé, à Bouar, la Semaine. Sous le thème « UNPOL et FSI, unis pour la protection des populations », cette semaine qui s'est déroulée du 7 au 12 février 2024 vise à accroître la visibilité des actions de la police de l'ONU et à renforcer la collaboration avec les partenaires des FSI ainsi qu'avec les populations locales.



La cérémonie d'ouverture de cette semaine a été présidée par Dieudonné Nondi, préfet par intérim de la Nana Mambéré, qui a salué le renouvellement du mandat de la MINUSCA en novembre 2023, soulignant ainsi l'excellente collaboration entre la MINUSCA et les autorités centrafricaines pour la paix et la sécurité dans le pays.

Anatol Clement Bannem, représentant le Chef du bureau de la MINUSCA pour la région de l'Equateur, a souligné l'importance de la synergie entre la Composante Police

de la MINUSCA et les partenaires des FSI. « Cette synergie se traduit par le renforcement et le soutien des capacités opérationnelles de la police et de la gendarmerie centrafricaine par leurs homologues des Nations Unies en vue de prévenir et détecter les menaces contre les populations et les institutions, et ce faisant, préserver la sécurité publique dans le respect des droits de l'homme », a-t-il rappelé.

Pour Hugues Gbakpoma, Commandant de la légion de gendarmerie pour la zone Nord-Ouest, cette semaine UNPOL/FSI vient à point nommé. « J'invite les collègues FSI à chercher



à connaître et comprendre le travail des UNPOL en vue d'une collaboration efficace », a-t-il exhorté

Lamine Berthe, Commandant de la Composante Police de la MINUSCA pour le Secteur Ouest, a décrit cette semaine comme un moment crucial pour informer le public sur le rôle UNPOL/FSI dans la sécurité des populations en RCA. « C'est également une semaine d'échange et de partage d'expérience avec nos homologues des Forces de sécurité intérieure et les populations », a-t-il souligné.

La cérémonie de lancement a été suivie d'une session de sensibilisation publique sur les rôles et responsabilités de la Police des Nations Unies et des unités spécialisées des

Forces de sécurité intérieure à l'intention d'une cinquantaine de lycéens de Bouar. Cette session, menée en collaboration avec les FSI, a permis d'informer les élèves sur le travail de la police et de la gendarmerie pour assurer la sécurité publique et l'accès à la justice.

Diverses autres activités sont prévues dans le cadre de la Semaine UNPOL/FSI à Bouar, notamment des patrouilles conjointes UNPOL/FSI, des dons de vivres, de médicaments et de sang, ainsi que des activités sportives, illustrant ainsi l'engagement continu en faveur de la paix et de la sécurité en République centrafricaine.

Par Dramane Darave

UNE FORMATION POUR 40 ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Le 7 février 2024, la Composante Police de l'ONU dans la préfecture de l'Equateur, en partenariat avec les autorités administratives locales, les Forces de Sécurité Intérieure (FSI) et les leaders communautaires, a lancé la Semaine de la Police. Sous le thème « UNPOL et FSI, unis pour la protection des populations », cette semaine qui s'est déroulée du 7 au 12 février 2024 vise à accroître la visibilité des actions de la police de l'ONU et à renforcer la collaboration avec les partenaires des FSI ainsi qu'avec les populations locales.



Le président de la délégation spéciale de la ville de Carnot, Jean Evariste DOLE, a souligné que cette formation offrait aux jeunes, l'opportunité de comprendre leurs droits, devoirs et engagements pour le développement de leur localité.

Quant à, Yves MEYE, secrétaire général de la préfecture, représentant le préfet de la Mambere, il a insisté sur l'importance, pour les jeunes, d'éviter des erreurs pouvant entraver le bon fonctionnement de l'administration. Il a également exprimé sa gratitude envers la MINUSCA pour avoir organisé cette session de formation.

Abdou Diouf, représentant du chef de bureau de la MINUSCA, a indiqué que l'administration publique est au service des citoyens, et que les autorités locales travaillent

pour la population. « Les populations ont le droit de surveiller le travail de leurs autorités, d'où la pertinence de cette formation », a-t-il précisé. « Un bon citoyen est avant tout celui qui s'acquitte de ses devoirs », a-t-il ajouté.

La formation a été marquée par des échanges fructueux avec les facilitateurs, sur des thèmes tels que : « Le contrôle citoyen de l'action publique » et « La signification et le rôle de la société civile dans le processus démocratique ».

Cette initiative vise à susciter l'engagement des participants afin qu'ils puissent jouer un rôle actif dans le suivi et l'évaluation des actions des autorités locales, contribuant ainsi à renforcer la transparence et la responsabilité dans la gestion des affaires publiques à Carnot.

Par Félicité Prudence Yameté

DES ÉLÈVES APPRENNENT LES VALEURS DU PARTAGE D'INFORMATIONS

Ils étaient une trentaine d'élèves du lycée moderne de Birao à participer à une séance de sensibilisation sur l'importance de partager les informations avec les éléments des Forces de sécurité Intérieure, le 12 février 2024. Cette séance organisée par la Police de la MINUSCA et la Section de la communication de la Mission, dans le cadre de la semaine de la Police, avait pour objectif de contribuer à une meilleure protection des populations.



Cette séance a contribué à promouvoir la confiance entre la Police des Nations Unies, les Forces de sécurité intérieure et la population, pour un environnement social plus apaisé et plus sécurisé. Pour le Chef de poste UNPOL Birao, Nestor Houmbade, il s'agit d'apprendre les valeurs de la collaboration et du partage, du partage d'informations aux jeunes.

Co-animée par la Police de la MINUSCA et les Forces de sécurité intérieure, cette séance a permis au Commissaire de Police de Birao, Henri-Juillet Liba, d'expliquer aux jeunes, les inconvénients de la rétention d'une information. « Gardez une information par

devers vous peut impacter la vie d'un individu ou d'une communauté. Autour de vous, lorsque quelque chose ne va pas et que vous sentez une grande menace, informez- nous », s'est-il adressé aux élèves.

Les élèves, par la voix de Gbiabata Etienne, ont indiqué que cette séance de sensibilisation leur a permis de comprendre l'importance du partage d'information. « Parfois, nous avons des informations ; Avec cette sensibilisation, nous sommes bien avertis, nous savons vers qui aller en cas de besoin », a-t-elle soutenu.

Par Mamouda Tankoano

LA FORMATION PROFESSIONNELLE EST CRUCIALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA RCA.

Marc Yao Agbetse, Expert indépendant des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine, s'est rendu au Lycée professionnel féminin de Bangui le 19 février 2024. Il a souligné l'importance de l'enseignement technique et de la formation professionnelle comme leviers essentiels pour le développement du pays, tout en appelant à un soutien accru de la part des autorités.

Eguina Nora Cham, une élève en terminale, s'est exprimée positivement sur cette visite, soulignant qu'elle a permis d'aborder les besoins et les défis rencontrés, notamment en termes de difficultés financières pour participer aux activités pratiques et pour acquérir des uniformes spécifiques.

Fondé en 1959, le Lycée professionnel féminin de Bangui compte 1400 élèves âgées de 13 à 22 ans.

BOSSANGO

LES CASQUES BLEUS DU CONTINGENT CAMEROUNAIS DE LA MINUSCA À L'HONNEUR

335 Casques bleus camerounais de la MINUSCA, dont 28 femmes, ont reçu la médaille des Nations Unies le 22 février 2024 à Bossangoa, en reconnaissance de leur contribution à la paix en République centrafricaine. La cérémonie a été présidée par le Chef d'Etat Major de la Force de la MINUSCA.



Déployé depuis le 17 septembre 2023 au Nord-Ouest de la RCA, le 10e contingent camerounais a effectué régulièrement des patrouilles de protection et de sécurisation, contribuant ainsi à la restauration et l'extension de l'autorité de l'Etat, l'une des tâches prioritaires du mandat de la MINUSCA.

Le commandant du bataillon camerounais, le colonel Magloire Francis Bengono, a saisi cette occasion pour dresser un bilan positif des activités de son bataillon et n'a pas manqué de remercier la hiérarchie pour son appui au bataillon à bien mener sa mission.

Lors de cette cérémonie, la médaille des Nations-Unies a été décernée symboliquement à 25 récipiendaires, choisis pour représenter

leurs frères d'armes, en présence des autorités militaires et politiques de Bossangoa.

Dans son allocution, le Brigadier général, Chef d'état-major de la Force, Simon NDOUR, a félicité les récipiendaires et salué leur professionnalisme et la posture dans l'accomplissement du mandat de la MINUSCA. Il a également salué la mémoire d'un Casque bleu camerounais tombé le 15 janvier 2024, lors d'une patrouille de sécurisation.

La cérémonie a été ponctuée d'une parade militaire et d'un sketch sur le quotidien des militaires lors des missions de maintien de la Paix.

Par Marien Bellarmin Nambea

#MINUSCA



Toute l'actualité de la MINUSCA sur



www.minusca.unmissions.org



UN_VAR



UNMINUSCA



MINUSCA info

UNMINUSCA



MINUSCA



UN_MINUSCA

